

Rating

Standard & Poor's améliore la perspective de la note du Maroc

La perspective de la note BBB-/A-3 attribuée au Maroc passe de négative à stable, en raison essentiellement de l'amélioration des déficits budgétaire et extérieur et de la réforme des subventions.

Bonne nouvelle. Standard & Poor's a amélioré la perspective de la note BBB- attribuée au Maroc, de négative à stable. L'agence de notation justifie sa décision essentiellement par les efforts du gouvernement dans la réduction des déficits jumeaux. «La révision de la perspective reflète notre point de vue que les déficits budgétaire et extérieur vont continuer à se réduire, soutenue par des réformes des finances publiques et l'amélioration de la balance extérieure. Les soldes budgétaire et extérieur ont beaucoup souffert avec le début du printemps arabe en 2011, avec des finances publiques impactées par une augmentation des dépenses de protection sociale, des salaires et des subventions pétrolières et alimentaires. Nous prévoyons que ces soldes vont améliorer sur les deux ou trois prochaines années», indiquent les experts de l'agence de rating.

Rappelons qu'en novembre dernier, Standard & Poor's (S&P) avait confirmé la note du Maroc à BBB-, mais avec perspective négative liée essentiellement aux déficits jumeaux (budget et balance du compte courant). L'amélioration de la perspective de la note du Maroc est également liée aux perspectives de croissance économique, à la charge modérée de la dette publique ainsi qu'à la stabilité politique et sociale.

Selon les experts de S&P, le nouveau gouvernement a poursuivi les mesures visant à améliorer la croissance, la compétitivité et la productivité tout en ré-



En novembre dernier, Standard & Poor's avait confirmé la note du Maroc à BBB-, mais avec perspective négative liée essentiellement aux déficits jumeaux.

duisant les subventions. L'agence table sur une croissance du PIB de 4% cette année contre 4,5% en 2013 et 2,7% en 2012. De même, le déficit public – réduit à 5,4% du PIB en 2013, contre 7,3% un an plus tôt – baisserait encore à 5,2% en 2014 et à 4% d'ici 2017. Une plus grande amélioration exigerait, néanmoins, des efforts au-delà de la réforme des subventions. S&P fait allusion à la masse salariale qui atteint 13% du PIB.

L'agence de notation souligne également que le déficit courant (qui a baissé de 10% du PIB en 2012 à 7,5% l'année suivante) devrait encore reculer à 6,2% cette année, en raison de la stabilisation du déficit commercial. Toujours pour cette année, elle prévoit un renforcement du solde des services, des transferts (de fonds) ainsi qu'une forte croissance des exportations des biens essentiellement automobiles (50%), électroniques (20%) et aéronautiques (10%). En outre, l'agence s'attend à une baisse des importations de pétrole, mais à une hausse des achats de blé.

Par ailleurs, S&P indique que sur les 5 milliards de dollars devant être versés

au Maroc par les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) entre 2012 et 2017, quelque 600 millions l'ont déjà été et 1 milliard devrait l'être cette année. Ces fonds, les flux d'IDE, l'appui des bailleurs de fonds ainsi que les emprunts extérieurs du secteur public et privé ont permis de stabiliser les réserves en devises de la Banque centrale à environ 16% du PIB, en dessous toutefois du niveau de 27% enregistré en 2007.

S&P note, en outre, que la position extérieure nette débitrice du Maroc reste élevée : environ 60% du PIB. Ses experts estiment les besoins en financement extérieur à plus de 15 milliards de dollars cette année. «Nous nous attendons à ce qu'il soit couvert par les IDE (4 milliards de dollars), les émissions internationales publiques et du secteur privé ainsi que par la dette multilatérale et bilatérale». L'agence s'attend à ce que le FMI reconduise la ligne de précaution et de liquidité de 6,2 milliards de dollars devant expirer en août prochain et que le pays n'a d'ailleurs pas utilisée. ■

Moncef Ben Hayoun